

Première Synthèses

Informations

LES BAS SALAIRES DANS LES ENTREPRISES DU SECTEUR CONCURRENTIEL EN 2006

En 2006, dans les entreprises du secteur concurrentiel, un salarié sur six perçoit un bas salaire, c'est-à-dire un salaire brut mensuel inférieur aux deux tiers du salaire médian. Près des trois quarts des salariés à bas salaire ont effectué moins de 1 200 heures dans l'entreprise où ils travaillent et 77 % sont à temps partiel. Un peu moins d'un quart travaille à temps complet avec une rémunération horaire proche du salaire minimum.

Principalement employés et ouvriers, les salariés à bas salaire sont proportionnellement plus nombreux dans le secteur des hôtels et restaurants et dans celui de l'éducation, de la santé et des activités associatives ainsi que dans les établissements de petite taille.

Les deux tiers sont des femmes. Les jeunes ont également plus souvent de faibles rémunérations. Parmi les salariés à bas salaire, plus d'un sur cinq travaille dans la même entreprise depuis plus de 10 ans.

Les bas salaires correspondent aux salaires situés dans le bas de la hiérarchie des rémunérations. Si cette notion est relativement intuitive, il existe, en pratique, plusieurs façons de mesurer la population à bas salaire. Dans cette publication, sont définis comme « bas salaires » les salaires mensuels bruts inférieurs aux deux tiers du salaire mensuel brut médian et comme « très bas salaires » ceux inférieurs à la moitié du salaire brut médian, indépendamment de la durée du travail (encadré 1). Le salaire brut correspond ici à l'intégralité des sommes perçues par le salarié au titre de son contrat de travail, avant toute déduction de cotisations obligatoires. Il intègre notamment les primes, les heures supplémentaires et les sommes versées au titre de l'intéressement ou de la participation.

Cette étude porte sur les salariés des entreprises du secteur concurrentiel, soit environ 15,5 millions de salariés et 71 % de l'emploi salarié total. L'agriculture, les salariés auprès des particuliers-employeurs, les agents de la fonction publique

d'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux publics notamment n'entrent pas dans l'analyse. Les apprentis et les stagiaires sont également écartés (encadré 2).

Durée de travail faible et salaire horaire bas : facteurs principaux des bas salaires mensuels

En 2006, dans les entreprises du secteur concurrentiel, 17,3 % des salariés perçoivent un bas salaire et 9,6 % un très bas salaire. La situation a peu évolué ces dernières années : ces proportions étaient du même ordre en 2002.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE,
DE LA SOLIDARITÉ
ET DE LA VILLE

Les basses rémunérations mensuelles vont souvent de pair avec des durées de travail réduites : près des trois quarts des personnes à bas salaire occupent des postes correspondant à moins de 1200 heures rémunérées en 2006 et 36 % ont effectué moins de 700 heures (encadré 2). Les salariés à bas salaire occupent des postes à temps partiel près de quatre fois plus souvent (tableau 1). À un nombre réduit d'heures rémunérées s'ajoutent des rémunérations horaires faibles :

10,74 euros brut en moyenne pour les bas salaires contre 16,32 euros pour l'ensemble des salariés. La rémunération horaire des très bas salaires est du même ordre (10,85 euros) mais leur nombre annuel total d'heures rémunérées est beaucoup moins élevé (en moyenne 700 heures dans l'année contre 907 heures pour les bas salaires).

Les salariés à bas salaire à temps complet ont une rémunération horaire nettement plus faible en moyenne que celle des

salariés à bas salaire à temps partiel : 9,10 euros contre 11,23 euros (graphique 1). Il s'agit vraisemblablement de salariés rémunérés sur la base du Smic horaire et qui ne perçoivent que peu de compléments de salaire⁽¹⁾. La moitié d'entre eux sont ouvriers.

Principalement des ouvriers et des employés

La moitié des salariés à bas salaire sont des employés et un tiers sont ouvriers. Les bas salaires sont proportionnellement plus nombreux parmi les employés (tableau 2) : 51 % des « personnels des entreprises des services directs aux particuliers » et 37 % des « employés de commerce » perçoivent un bas salaire. Parmi les ouvriers, les ouvriers non qualifiés de type artisanal sont le plus exposés aux bas salaires (56 %). Les rares cadres à bas salaire relèvent surtout des professions de l'information, des arts et du spectacle : leurs salaires horaires sont relativement élevés mais correspondent à un très faible nombre d'heures rémunérées.

Nombreux dans les hôtels et restaurants, le secteur social et les petites entreprises

Les bas salaires sont proportionnellement nombreux dans les entreprises de services aux particuliers, notamment dans les hôtels et restaurants où 36 % des salariés perçoivent un bas salaire. Dans le domaine de l'éducation, de la santé et des activités associatives, où 24 % des salariés perçoivent un bas

(1) - Le Smic brut horaire vaut 8,03 euros au premier semestre 2006 (valeur au 1^{er} juillet 2005) et 8,27 euros à partir du 1^{er} juillet 2006. Les salariés rémunérés sur la base du Smic horaire peuvent toutefois avoir un salaire horaire (obtenu en divisant la rémunération totale par le nombre total d'heures rémunérées) supérieur au taux horaire du Smic quand ils perçoivent des compléments de rémunération qui ne sont pas inclus dans l'assiette du Smic comme par exemple les primes d'ancienneté et les majorations pour heures supplémentaires (Seguin, 2006).

Tableau 1
Répartition des bas et très bas salaires et proportion de bas salaires, selon la condition d'emploi et le nombre d'heures rémunérées en 2006

En pourcentage

Condition d'emploi	Répartition			Proportion de bas salaires
	Bas salaires	Très bas salaires	Ensemble	
Temps partiel	77,1	94,0	20,3	65,6
Temps complet	22,9	6,0	79,7	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	17,3
Nombre d'heures rémunérées en 2006 *				
Moins de 700 heures	36,3	51,5	10,6	59,3
700 heures à moins de 1 200 heures	37,5	43,7	12,6	51,4
1 200 heures à moins de 1 800 heures	22,4	4,8	24,6	15,7
1 800 heures ou plus	3,8	0,0	52,2	1,2
Total	100,0	100,0	100,0	17,3

* Le nombre d'heures rémunérées peut correspondre à une durée en emploi dans l'entreprise inférieure à 12 mois (encadré 2).

Champ : salariés des entreprises du secteur concurrentiel, hors apprentis et stagiaires.

Lecture : en 2006, 77,1 % des salariés à bas salaire occupent un poste à temps partiel, contre 20,3 % de l'ensemble des salariés du secteur concurrentiel ; 65,6 % des salariés à temps partiel perçoivent un bas salaire.

Source : DADS 2006, échantillon au 1/12ème, Insee.

Tableau 2
Répartition et proportion des bas salaires, selon la catégorie socioprofessionnelle, le secteur d'activité, la taille de l'établissement et de l'entreprise

En pourcentage

Catégorie socioprofessionnelle	Répartition		Proportion de bas salaires
	Bas salaires	Ensemble	
Cadres	3,6	15,8	4,0
Professions intermédiaires	11,6	23,6	8,6
Employés	51,3	28,0	31,7
Ouvriers	33,5	32,6	17,7
Total	100,0	100,0	17,3
Secteur d'activité de l'établissement			
EB - Industries agricoles et alimentaires	2,9	3,3	15,0
EC - Industrie des biens de consommation	1,9	3,4	9,9
ED - Industrie automobile	0,2	1,6	2,8
EE - Industries des biens d'équipement	1,2	4,5	4,5
EF - Industries des biens intermédiaires	2,7	7,7	6,1
EG - Énergie	0,2	1,4	2,0
EH - Construction	5,0	8,0	10,9
EJ - Commerce	20,3	18,0	19,5
EK - Transports	3,3	6,6	8,6
EL - Activités financières	1,2	4,3	4,9
EM - Activités immobilières	2,7	2,0	23,9
EN - Services aux entreprises	22,4	19,6	19,7
EP - Services aux particuliers	16,0	7,8	35,3
EQ-ER - Éducation, santé, activités associatives	20,0	11,8	24,2
Total	100,0	100,0	17,3
Taille de l'établissement			
1 à 4 salariés	24,5	13,3	32,4
5 à 19 salariés	29,3	24,6	20,6
20 à 99 salariés	26,6	27,8	16,5
100 à 499 salariés	14,9	21,3	12,1
500 salariés ou plus	4,7	13,0	7,5
Total	100,0	100,0	17,3
Taille de l'entreprise			
1 à 9 salariés	32,3	19,1	29,2
10 salariés ou plus	67,7	80,9	14,5
Total	100,0	100,0	17,3

Champ : salariés des entreprises du secteur concurrentiel, hors apprentis et stagiaires.

Lecture : en 2006, 3,6 % des salariés à bas salaire sont cadres, contre 15,8 % de l'ensemble des salariés du secteur concurrentiel ; 4,0 % des cadres perçoivent un bas salaire.

Source : DADS 2006, échantillon au 1/12ème, Insee.

COMMENT MESURER LES BAS SALAIRES ?

Définition des bas salaires

On considère ici qu'un salarié perçoit un bas salaire lorsque son salaire mensuel brut est inférieur ou égal aux deux tiers du salaire mensuel brut médian et qu'il perçoit un très bas salaire lorsqu'il est inférieur ou égal à la moitié du salaire mensuel brut médian indépendamment de sa durée de travail. Le salaire médian est celui qui sépare en deux parties égales les salariés : 50 % gagnent moins que le salaire médian, 50 % gagnent plus.

En 2006, le seuil de bas salaire, calculé à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS) des entreprises du secteur concurrentiel, est de 1 264 euros bruts mensuels et le seuil de très bas salaire est de 948 euros mensuels. À titre de comparaison, le Smic mensuel brut pour un salarié à temps complet s'établit à 1 218 euros jusqu'au 30 juin 2006 (sur la base de 35 heures hebdomadaires) et à 1 254 euros à partir du 1^{er} juillet.

D'autres approches possibles

Si les comparaisons internationales des rémunérations portent généralement sur le salaire horaire, l'utilisation de cette notion pour étudier les bas salaires pose cependant problème dans le cas français du fait de la proximité entre le seuil théorique de deux tiers du salaire médian et le niveau du Smic horaire (Caroli, Gautié, 2008). Dans ce contexte, l'approche des bas salaires en termes de salaire *mensuel* a été préférée à celle en termes de salaire *horaire*. Ce choix situe cette étude dans une perspective de *revenus perçus* par le salarié plutôt que de *coût du travail*. De plus, le rythme mensuel est celui dans lequel s'inscrivent généralement les salariés en fonction de leurs dépenses contraintes (loyer, prélèvements divers, etc.). L'approche retenue est également distincte de celle de *revenu salarial*, telle que la définit l'Insee, qui correspond à la somme des revenus perçus par un salarié au cours d'une année provenant directement de toutes ses activités salariées (Insee, 2008).

Le seuil de bas salaire adopté ici (deux tiers du salaire mensuel médian) est celui qui est le plus fréquemment utilisé dans les études économiques et sociales. D'autres définitions sont possibles. Leur choix dépend de l'approche adoptée. Par exemple, dans la perspective d'évaluer l'effet des politiques publiques sur l'emploi, on définit les bas salaires en référence à une fraction du Smic, souvent fixée à 1,3 Smic mensuel, car divers dispositifs en faveur de l'emploi peu qualifié se réfèrent à cette grandeur (Lhommeau, Rémy, 2008). À cette définition plus large correspond une population deux fois plus nombreuse en raison du grand nombre de salariés rémunérés juste au-dessus du Smic (tableau A).

Tableau A
Proportion de bas salaires estimée à partir des DADS 2006, selon la définition retenue

Définition du seuil de bas salaire	Type de salaire	Médiane (en euros)	Seuil (en euros)	Proportion (en %)
2/3 du salaire médian	Salaire mensuel brut	1 896	1 264	17,3
	Salaire mensuel net	1 437	958	16,7
1,3 Smic mensuel*	Salaire mensuel brut	1 896	1 607	34,4

* Le Smic mensuel pour 35 heures est de 1 236 euros en moyenne en 2006.

Champ : salariés des entreprises du secteur concurrentiel, hors apprentis et stagiaires.

Lecture : lorsque les bas salaires sont définis en référence aux 2/3 du salaire mensuel brut médian, le seuil s'élève à 1 264 euros et 17,3 % des salariés ont un salaire mensuel brut inférieur ou égal à ce seuil. Lorsqu'ils sont définis en référence aux 2/3 du salaire mensuel net médian, le seuil s'élève à 958 euros et 16,7 % des salariés ont un salaire mensuel net qui lui est inférieur ou égal.

Source : DADS 2006, échantillon au 1/12ème, Insee.

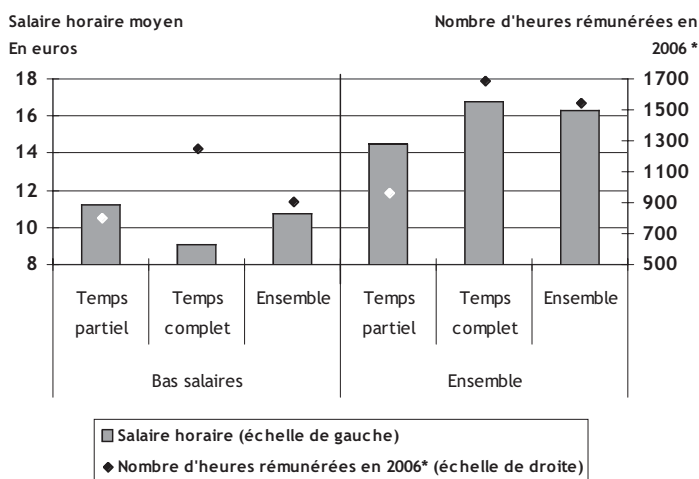
Bas salaires et travailleurs pauvres

Les notions de bas salaire et de travailleurs pauvres se recoupent partiellement, mais correspondent à des situations différentes. Les bas salaires renvoient exclusivement au revenu tiré d'une activité professionnelle salariée. La notion de pauvreté des travailleurs repose sur l'intégralité des revenus du ménage auquel appartient le travailleur : tous les types de revenus du ménage (revenus du travail, revenus de transfert, revenus du patrimoine) sont généralement pris en compte et rapportés à la taille du ménage. De plus, elle ne concerne pas uniquement les salariés mais tous les actifs (indépendants, chômeurs...). Les salariés qui touchent un bas salaire n'entrent pas forcément dans la catégorie des travailleurs pauvres, si par exemple une autre personne du ménage apporte un revenu plus important (Concialdi, Ponthieux, 2000). À l'inverse, des salariés peuvent être considérés comme des travailleurs pauvres, dans le cas par exemple où leur seul salaire, quand bien même il dépasse le seuil de bas salaire, doit faire vivre plusieurs personnes.

salaire, ce sont les secteurs de la santé et de l'action sociale qui concentrent le plus de bas salaires. Ces secteurs mobilisent une grande partie des employés et sont ceux qui ont le plus recours au temps partiel (graphique 2). Toutefois, même à durée d'emploi (temps partiel/temps complet) et à catégorie socioprofessionnelle données, les salariés de ces secteurs sont plus exposés aux bas salaires que les autres. Les basses rémunérations sont proportionnellement moins nombreuses dans l'industrie, exception faite de l'industrie agroalimentaire (tableau 2).

Les salariés à bas salaire sont surreprésentés dans les établissements de petite taille. Ainsi, 54 % des bas salaires travaillent dans des établissements de moins de 20 salariés, alors que

Graphique 1
Salaire horaire moyen et moyenne du nombre d'heures rémunérées en 2006 des salariés à bas salaire, selon la condition d'emploi



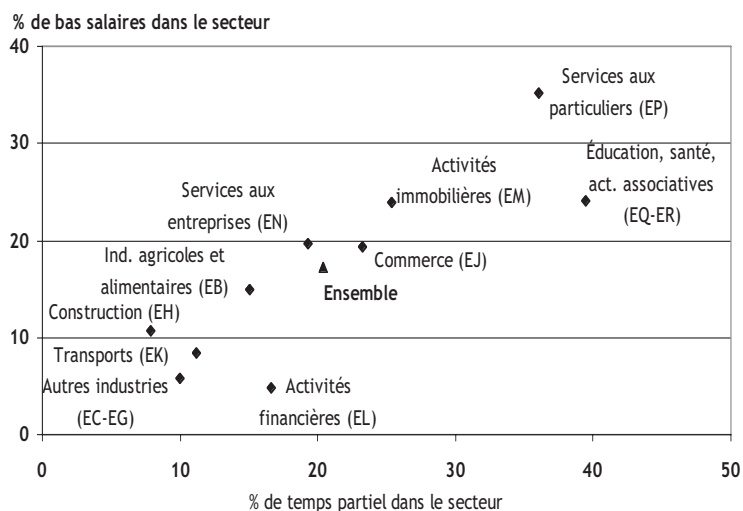
Source : DADS 2006, échantillon au 1/12ème, Insee.

* Le nombre d'heures rémunérées peut correspondre à une durée en emploi dans l'entreprise inférieure à 12 mois (encadré 2).

Champ : salariés des entreprises du secteur concurrentiel, hors apprentis et stagiaires.

Lecture : les salariés à bas salaire travaillant à temps partiel ont un salaire horaire moyen de 11,2 euros et ont effectué en moyenne 805 heures en 2006.

Graphique 2
Proportion de salariés à bas salaire selon la proportion de salariés à temps partiel, par secteur d'activité



Source : DADS 2006, échantillon au 1/12ème, Insee.

Champ : salariés des entreprises du secteur concurrentiel, hors apprentis et stagiaires.

Lecture : en 2006, dans les établissements de services aux particuliers, 39 % des salariés travaillent à temps partiel et 35 % perçoivent un bas salaire.

Tableau 3
Répartition et proportion des bas salaires, selon le sexe et l'âge

En pourcentage

	Répartition		Proportion de bas salaires
	Bas salaires	Ensemble	
Sexe			
Femmes	65,1	42,0	26,8
Hommes	34,9	58,0	10,4
Total	100,0	100,0	17,3
Âge			
25 ans ou moins	22,1	11,5	33,2
26 à 34 ans	22,4	24,3	15,9
35 à 44 ans	24,2	28,8	14,6
45 à 54 ans	20,5	25,0	14,2
55 ans ou plus	10,8	10,4	17,9
Total	100,0	100,0	17,3

Champ : salariés des entreprises du secteur concurrentiel, hors apprentis et stagiaires.

Lecture : en 2006, 65,1 % des salariés à bas salaire sont des femmes, contre 42,0 % de l'ensemble des salariés du secteur concurrentiel ; 26,8 % des femmes salariées perçoivent un bas salaire.

Source : DADS 2006, échantillon au 1/12ème, Insee.

Tableau 4
Répartition et proportion des bas salaires dans les entreprises de 10 salariés ou plus en 2006, selon le niveau de diplôme, l'ancienneté et le contrat de travail

En pourcentage

	Répartition		Proportion de bas salaires
	Bas salaires	Ensemble	
Niveau de diplôme			
CEP ou sans diplôme	32,0	15,9	26,4
Brevet, CAP, BEP	38,9	36,0	14,1
Baccalauréat	14,5	16,9	11,3
Deug, BTS, DUT	9,6	17,4	7,2
2ème ou 3ème cycle universitaire	5,0	13,8	4,7
Total	100,0	100,0	15,0
Ancienneté dans l'entreprise			
Moins de 2 ans	25,7	14,7	25,4
2 ans à moins de 5 ans	30,0	22,3	19,6
5 ans à moins de 10 ans	22,2	22,4	14,5
10 ans à moins de 20 ans	14,5	20,7	10,2
20 ans ou plus	7,6	19,9	5,6
Total	100,0	100,0	15,0
Contrat de travail			
CDI	85,4	94,8	13,6
CDD ou autre	14,6	5,2	42,1
Total	100,0	100,0	15,0

Champ : salariés des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel, hors apprentis et stagiaires.

Lecture : en 2006, dans les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel, 32,0 % des salariés à bas salaire sont titulaires du CEP ou n'ont pas de diplôme, contre 15,9 % dans l'ensemble ; 26,4 % des salariés titulaires du CEP ou sans diplôme perçoivent un bas salaire.

Source : Ecmoss 2006, Insee - Dares.

ces établissements ne rassemblent que 38 % de l'ensemble des salariés du champ. Inversement, les salariés à bas salaire sont moins nombreux dans les établissements les plus grands : 5 % travaillent dans un établissement de 500 salariés ou plus, contre 13 % de l'ensemble des salariés.

Deux tiers de femmes

Les deux tiers des salariés à bas salaire sont des femmes. En effet, plus fréquemment à temps partiel, plus nombreuses que les hommes dans les services aux particuliers et le social, les salariées du secteur concurrentiel perçoivent plus souvent des bas salaires que leurs collègues masculins (27 % contre 10 % des hommes). Par ailleurs, les bas salaires sont plus fréquents parmi les salariés les plus jeunes : 33 % des 25 ans ou moins (hors apprentis et stagiaires) perçoivent un bas salaire contre 18 % des 55 ans ou plus (tableau 3).

Les facteurs qui permettent de décrire les salariés à bas salaire n'interviennent pas de façon indépendante. Cependant, une analyse « toutes choses égales par ailleurs » confirme le rôle discriminant de l'âge, du sexe, de la durée du travail, de la catégorie socioprofessionnelle, du secteur d'activité, de la taille de l'établissement ou de l'entreprise, ou encore du niveau de diplôme (voir ci-dessous). Ainsi, par exemple, à âge, secteur d'activité et nombre total d'heures rémunérées donnés, les femmes conservent une plus grande probabilité que les hommes de percevoir un bas salaire (voir aussi Muller, 2008).

Des salariés en moyenne peu diplômés

Les résultats qui précèdent s'appuient sur les déclarations annuelles de données sociales (DADS). Cette source couvre l'ensemble des entreprises du secteur concurrentiel mais contient assez peu d'informations sur les caractéristiques

DONNÉES ET CONCEPTS UTILISÉS

L'étude porte sur les salariés des entreprises du secteur concurrentiel, c'est-à-dire les secteurs EB à EP de la NES ainsi que les entreprises et associations des secteurs EQ et ER (NAF rév. 1). Sont donc écartés les salariés du secteur agricole, les salariés directs des particuliers-employeurs, les agents de la fonction publique d'État, les agents des collectivités territoriales et des hôpitaux publics. Les apprentis et les stagiaires sont également exclus des analyses.

Données

Les données utilisées proviennent des déclarations annuelles de données sociales (DADS) que les entreprises adressent à l'administration et portent sur les années 2002 et 2006. Nos estimations sont issues de l'exploitation de l'échantillon au 1/12^{ème} du fichier définitif produit par l'Insee.

L'Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss) est une enquête annuelle, réalisée par l'Insee en collaboration avec la Dares. Elle porte sur un échantillon d'établissements appartenant à des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel et un échantillon d'hôpitaux publics. Les informations individuelles sur les salariés et les caractéristiques des postes occupés y sont plus riches que dans les DADS, ce qui permet de compléter les analyses.

Salaires mensuel et salaire horaire

Le **salaire mensuel** correspond ici à l'intégralité de la rémunération annuelle brute versée au salarié, rapportée au mois en divisant par le nombre de mois travaillés. Afin de tenir compte du fait que certains salariés ne sont employés qu'une partie de l'année, les statistiques sur cette grandeur sont calculées en années-travail. Ainsi, par exemple un salarié ayant travaillé durant six mois et ayant perçu 6 000 euros compte pour 0,5 année-travail rémunérée à 1 000 euros par mois.

Le **salaire horaire** est obtenu en divisant la rémunération annuelle brute totale par le nombre total d'heures rémunérées dans l'année. Par nature, cette notion ne s'applique qu'aux salariés dont la durée de travail est décomptée en heures.

Le **nombre d'heures rémunérées** peut correspondre à une durée en emploi dans l'entreprise inférieure à 12 mois si le contrat de travail qui lie le salarié à l'entreprise ne couvre pas toute l'année 2006.

Dans les DADS, la rémunération brute correspond à l'ensemble des traitements, salaires, appointements et commissions de base perçus par le salarié, avant toute déduction des cotisations obligatoires à la charge du salarié. Elle intègre les primes et gratifications, la rémunération des heures supplémentaires ou complémentaires, les indemnités de congés payés et indemnités compensatrices de congés non pris, les avantages en nature imposables, les frais professionnels, le supplément familial, les contributions patronales à des régimes complémentaires ou supplémentaires de retraite ou de prévoyance, les indemnités de mise à la retraite ou de licenciement pour la partie qui excède les montants conventionnels ou légaux, les sommes versées au titre de l'intéressement (placé ou non sur un plan d'épargne), les sommes versées cette année-là au titre de la participation.

Pour les estimations basées sur l'Ecmoss, la rémunération annuelle totale est la somme de la rémunération brute (qui inclut notamment la rémunération de base, les primes et compléments de salaire, la rémunération des heures supplémentaires ou complémentaires, le versement des indemnités de congés payés non pris, les avantages en nature) et des montants dus au titre de l'épargne salariale (participation, intéressement, abondement de l'employeur).

Remarques méthodologiques

- Comme toutes les sources statistiques, les données utilisées contiennent des observations de moindre qualité, en particulier des salaires jugés trop faibles qui relèvent généralement d'erreurs dans la déclaration des rémunérations ou des horaires. Afin de supprimer ces « faux » bas salaires, on a filtré les rémunérations mensuelles brutes inférieures à 0,3 Smic mensuel, celles qui correspondent à un salaire horaire inférieur à 0,8 Smic horaire, ainsi que les périodes d'emploi inférieures à un mois. Ces règles éliminent environ 1,5 % du total des observations.

- Les résultats présents portent sur le salaire brut, mais seraient sensiblement les mêmes (en termes de proportion et de caractéristiques des salariés concernés) si l'on partait de la rémunération nette (encadré 1). Retenir la rémunération brute permet en contrepartie de mettre en regard les DADS et les données de l'Ecmoss. Cet effort d'homogénéisation des concepts ne suffit cependant pas pour s'affranchir des spécificités propres à chacune des sources, en particulier celles liées aux modes de collecte et de déclarations. Un écart s'observe entre les proportions de bas salaires dans les entreprises de 10 salariés ou plus estimées en 2006 à partir des DADS et celles estimées à partir de l'Ecmoss. Il est relativement faible au niveau global (14,5 % dans les DADS contre 15,0 % dans l'Ecmoss) comme sur des sous-populations.

- Le fichier des DADS utilisé ici est un fichier de postes. Il ne permet pas de repérer les situations où un salarié travaille en même temps pour deux entreprises différentes, un phénomène qui progresse ces dernières années. Tous secteurs confondus, pour 2005, l'Insee estimait à 343 000 les salariés qui avaient plusieurs métiers et à 783 000 le nombre de salariés qui exerçaient le même métier pour plusieurs employeurs. Ces derniers connaissaient des durées de travail très faibles dans leur emploi principal et des salaires mensuels très bas (Beffy, 2006).

propres aux salariés. Pour enrichir la description des salariés à bas salaire, en particulier en termes de diplôme et d'ancienneté dans l'entreprise, l'Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss) peut être mobilisée. Cette source ne couvre toutefois que le champ des entreprises de 10 salariés ou plus (encadré 2).

Dans les entreprises de 10 salariés ou plus, les salariés à bas salaire sont en moyenne peu diplômés : 32 % sont titulaires du CEP ou n'ont pas de diplôme et 39 % ont un brevet ou un CAP (tableau 4). La probabilité de percevoir un bas salaire diminue avec le niveau de diplôme. Peu fréquents parmi les salariés

diplômés de l'enseignement supérieur, les bas salaires concernent 26 % des salariés faiblement diplômés ou sans diplôme.

Une ancienneté dans l'entreprise plus faible

Moins souvent en contrat à durée indéterminée, les salariés à bas salaire des entreprises de 10 salariés ou plus travaillent dans l'entreprise depuis moins longtemps que leurs collègues. Près de 56 % des salariés à bas salaire sont dans l'entreprise depuis moins de cinq ans contre 37 % pour l'ensemble des salariés. Alors que 41 % des salariés sont dans leur entreprise depuis au moins 10 ans, cette situation

concerne environ deux fois moins souvent les salariés à bas salaire (tableau 4). Leur ancienneté moyenne est de 6,8 ans contre 11,0 ans pour l'ensemble. La différence d'ancienneté s'observe quels que soient l'âge et le sexe, mais elle est particulièrement marquée parmi les salariés de plus de 40 ans (9,8 ans d'ancienneté moyenne pour les salariés à bas salaire contre 16,1 ans dans l'ensemble).

Lara MULLER
(Dares).

Pour en savoir plus

- Beffy M. (2006), « En 2005, plus d'un million de salariés ont plusieurs employeurs », *Insee Première*, N°1081.
- Caroli E., Gautié J. (2008), *Low-wage work in France*, Russel Sage Foundation.
- Concialdi P., Ponthieux S. (2000), « Salariés à « bas salaire » et travailleurs pauvres : une comparaison France – États-Unis », *Premières Synthèses*, Dares, N°02.1.
- Concialdi P., Ponthieux S. (1997), « Les bas salaires en France : quels changements depuis 15 ans ? », *Premières Synthèses*, Dares, N°97.11.
- Gubian A., Ponthieux S. (2000), « Emplois non qualifiés, emplois à bas salaires et mesures d'allègement du coût du travail », *Premières Synthèses*, Dares, N°51.1.
- Insee (2008), *Les salaires en France*, Édition 2008, *Insee-Références*, Fiche 15.
- Lhommeau B., Rémy V. (2008), « Les politiques d'allègements ont-elles un effet sur la mobilité salariale des travailleurs à bas salaires ? », *Document d'études*, Dares, N°134.
- Lhommeau B. (2005), « Les perspectives salariales des « bas salaires » dans les années 1990 », in *Les salaires en France*, *Insee-Références*, Insee.
- Muller L. (2008), « Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes en 2006 : des disparités persistantes », *Premières Synthèses*, Dares, N°44.5.
- Seguin S. (2006), « Les salariés au Smic en 2002 : un sur deux travaille dans une petite entreprise, un sur quatre gagne plus de 1,3 Smic horaire grâce à des compléments de salaire », *Premières Synthèses*, Dares, N°27.2.
-

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont édités par le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville - Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43

Réponse à la demande : e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédactrice en chef : Alice Guerber-Cahuzac. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.

Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.

Abonnements : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Publicité : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.

